

## DÉCLARATION DES PARTICIPANTS À L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE DES PEUPLES D'AFRIQUE TENUE LE 13 SEPTEMBRE 2023



Nous GCAP-Sénégal, les participants à l'Assemblée populaire et des segments d'organisations de la société civile du Sénégal, réunis ce Mercredi 13 Septembre 2023, jour mémorable, pour échanger sur des sujets brûlants du moment, sur des questions d'urgence à forts enjeux notamment la justice sociale, climatique et la souveraineté pharmaceutique.

Reconnaissant les efforts significatifs, déployés par l'état du Sénégal pour atteindre les ODD à travers la stratégie de l'alignement intégral ODD/PSE dans les politiques publiques mises en œuvres dans le but d'améliorer les conditions de vie des sénégalais.

Reconnaissant le niveau d'amélioration des services publics et des infrastructures du pays, GCAP-Sénégal appelle le gouvernement à plus d'initiatives et de détermination pour honorer ces engagements de 2015.

Cette volonté d'atteindre les ODD doit se traduire dans les politiques et les actions de tous les jours au regard de l'urgence et des défis constants qui interpellent tous les acteurs, en particulier, les décideurs..

GCAP réaffirme sa position sur les problématiques suivantes :

### **1. ODD**

Le contexte actuel, est marqué par l'aggravation de la pauvreté et des inégalités, la violation des droits humains, les menaces et les conséquences du changement climatique. Ces crises multiformes ont fini par installer la faim, la dégradation de l'environnement, la destruction des habitations, fragilité des économies et des biens.

Pour rappel l'Afrique saharienne est à la traîne par rapport aux localités qui constituent le peloton de tête. A cet égard, une accélération de la cadence s'impose pour se donner des chances d'être au rendez-vous.

En conséquence, nous appelons les gouvernements à donner la priorité à des allocations budgétaires adéquates et à d'autres ressources nécessaires pour les secteurs vitaux notamment socio-économiques, à élaborer des politiques efficaces et à promouvoir une coopération régionale durable et viable afin d'accélérer les progrès.

### **2. Ne laisser personne de coté**

S'agissant du principe de "ne Laisser Personne de côté," nous exhortons le gouvernement à adopter une démarche plus inclusive et plus durable au profit de tous les segments de la société, y compris les groupes marginalisés.

### **3. Santé/COVID-19**

Pour ce qui est de la souveraineté pharmaceutique, la justice et l'équité vaccinale,

GCAP reste profondément préoccupé par la vulnérabilité de l'Afrique même s'il y'a une volonté de construire des vaccinoles et d'assurer le transfert des technologies des vaccins ARNm.

Pour rappel lors de la pandémie de COVID-19, en raison de la production limitée de vaccins, le continent n'a pu disposer que moins de 1 % des vaccins dont il a besoin.

Pour ne plus vivre cette situation d'exclusion et de vulnérabilité, nous demandons instamment à l'État du Sénégal, aux gouvernements africains, à l'Union africaine, à l'OMS et aux partenaires techniques et financiers de soutenir l'initiative de transfert de technologies de l'ARNm .

Cette initiative apportera une solution dans la lutte contre d'autres maladies tropicales mortelles et négligées que l'on trouve principalement en Afrique et auxquelles les grandes sociétés pharmaceutiques mondiales n'attachent aucune valeur économique pour investir dans la recherche ou la fabrication de médicaments.

Nous appelons également le gouvernement du Sénégal à soutenir le projet MADIBA porté par l'Institut Pasteur de Dakar (IPD), à s'assurer une part du marché pour les vaccins produits en allouant des budgets suffisants pour l'approvisionnement et à faciliter son accessibilité s aux couches vulnérables.

En outre, nous encourageons le gouvernement du Sénégal a participé activement aux discussions en cours sur l'élaboration d'un traité mondial sur les pandémies . De même, il conviendra de mettre l'accent sur des mécanismes équitables de distribution des vaccins.

#### **4. Protection Sociale:**

Nous saluons l'engagement du gouvernement sénégalais avec ses pairs africains, sous l'égide de l'UA, à adopter le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des Peuples relatif aux droits des citoyens, à la Protection et à la Sécurité Sociales, le 6 Février 2022.

Cependant, seuls 15 pays sur 54 ont, à ce jour, ratifié ce protocole.

Nous exhortons tous les pays restants à le faire sans délai et à établir des cadres politiques nationaux pour rendre le protocole opérationnel, en veillant à ce que tous les citoyens puissent être protégés contre les chocs socioéconomiques fréquents.

#### **5. Le Changement Climatique:**

Le changement climatique perturbe déjà les moyens de subsistance individuels et les économies nationales, en affectant particulièrement les communautés vulnérables. Sans une gestion efficace, il continuera d'entraver la réduction de la pauvreté et la réalisation des objectifs de développement en général.

Nous demandons aux Nations Unies d'encourager les pays développés, qui sont les plus gros émetteurs de carbone, à respecter leurs engagements en matière de financement de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation dans les pays africains et les autres pays en développement, comme cela a été convenu lors des conférences internationales sur le changement climatique.

Les engagements devraient être mesurés par des actions et non des paroles.

Nous demandons également aux Nations unies de mettre en place un mécanisme efficace pour promouvoir, contrôler et décourager les pays qui ne respectent pas leurs engagements.

#### **6. Paix et Sécurité:**

Le développement durable ne peut se réaliser que dans un environnement de paix et de sécurité stable. L'Afrique est confrontée à des défis croissants en matière d'insécurité nationale, principalement du fait de groupes terroristes armés transfrontaliers, opérant, en particulier dans la région du Sahel.

Nous soulignons que le terrorisme est une menace internationale qui nécessite une action collective au-delà des frontières des pays touchés.

Nous recommandons à la communauté internationale de s'associer aux pays touchés, aux initiatives sous-régionales et à l'UA pour relever ce défi en s'attaquant à ses causes profondes, en particulier l'exclusion et la pauvreté, qui contribue à l'enrôlement de jeunes démunis dans des activités illégales. En outre, nous exhortons la communauté internationale à apporter un soutien et une solidarité sans condition aux pays africains en proie à des troubles civils, tels que la Guinée, le Mali, le Soudan, le Burkina Faso, le Niger et le Gabon, afin de renforcer leurs institutions nationales de gouvernance démocratique qui sont responsables devant leurs citoyens. L'application habituelle et rapide de sanctions économiques à l'encontre de ces pays a un impact négatif plus important sur les pauvres que sur les dirigeants visés.

Nous appelons l'UA à faire preuve d'un leadership équilibré et visionnaire pour réaliser les aspirations des peuples africains.



POSCO-2030

